



DECLARATION LIMINAIRE AU CHSCT DU 17 OCTOBRE 2016

Monsieur le Président,

A la veille du lancement médiatique de la campagne des présidentielles 2017, un succinct bilan de la politique menée par François HOLLANDE indique rapidement qu'il n'a tenu ni sa promesse de "changement", ni celle "d'ennemi de la finance".

Aux différents cadeaux envers le patronat et les très riches, a succédé la politique de "l'offre", avec le pacte de compétitivité qui a offert des milliards aux entreprises sans aucune contrepartie.

A la Révision Générale des Politiques Publiques, a succédé la Modernisation de l'Action Publique, dont l'objectif est strictement identique : diminuer les dépenses publiques.

L'ombre de la finance mondialisée et dérégulée avec son dogme ultra-libéral aura donc, sans réelle surprise, éclipsé l'autoproclamé "Président normal".

Dans la droite ligne de cette politique d'austérité généralisée (sauf pour les riches), le projet de Loi de Finances 2017 propose une nouvelle saignée dans les effectifs de notre ministère, et plus particulièrement de la DGFIP avec 1815 suppressions d'emplois, qui viendront s'ajouter aux 35000 emplois supprimés depuis 12 ans.

La situation des effectifs n'est tellement plus tenable que la DGFIP a conceptualisé une "Démarche Stratégique", qui consiste en une cascade de suppressions et réorganisations de services et de missions, avec pour unique objectif de rendre les futures suppressions "supportables".

Cette démarche et son volet Adaptation des Structures et du Réseau ne participent ni d'une amélioration du service public, ni d'une amélioration de nos conditions de travail, bien au contraire.

Les nombreuses conséquences sur la santé des agents sont malheureusement bien connues : surcharge de travail, pression temporelle, peur au travail, difficulté à concilier vie personnelle et vie professionnelle, perte de sens du travail, manque de reconnaissance et recrudescence des conflits entre collègues ou avec les usagers. Ces troubles psycho-sociaux, qui s'expriment dans les cas les plus graves par des dépressions majeures voire des suicides, sont délibérément provoqués par les mêmes administrations qui prétendent faire de la lutte contre les RPS leur cheval de bataille. Finalement, le basculement des contrats téléphoniques vers l'opérateur historique Orange, anciennement France Télécom, bien connu pour son syndrome, n'est peut être pas une coïncidence.

Face à un ras-le-bol grandissant devant les nombreuses suppressions d'emploi et restructurations de services, un préavis de grève est déposé en intersyndicale complète à la DRFiP Nord, du 10 octobre au 15 novembre. Dans le cadre de cette grève tournante par site ou par RAN, l'ensemble des organisations syndicales invitent les agents à compiler toutes leurs remarques et revendications notamment concernant les emplois, restructurations et conditions de travail, qui seront transmises à la DRFiP lors d'une audience quotidienne.

Sur l'ordre du jour, de manière générale, Solidaires Finances dénonce l'approximation des fiches d'impact qui renvoient systématiquement à des fiches annexes, ne répondant elles-mêmes pas aux questions posées par les fiches d'impact.

Sur les transferts des pôles enregistrement vers les Services de Publicité Foncière (SPF), la réponse à la question sur les modifications de l'organisation du travail est reportée à une fiche métier qui n'apporte pas de réponse mais décrit une nouvelle organisation censée valoriser les missions de l'enregistrement.

Cette nouvelle organisation remet en cause tous les repères des agents : nouvelles missions, nouveaux logiciels qu'il vous appartiendra de présenter dans cette instance puis en CTL. Le plan de formation proposé prouve également l'ampleur des changements issus de ces transferts.

Autre inexactitude, ces transferts modifieront sérieusement les postes de travail puisque des déménagements sont prévus.

De plus, la chaîne hiérarchique change pour tous les agents concernés.

Enfin, les outils informatiques évoluent fortement et la fiche métier suggère d'autres évolutions à venir qui amplifieront encore l'éventail des missions.

Ce projet regorge, comme tous les autres, de RPS !

Solidaires Finances exige le retrait de tous les projets de transferts de pôles enregistrements vers les SPF.

Pour Solidaires Finances, il est inacceptable d'entériner la fermeture de la Trésorerie de Raismes avec toutes ses répercussions néfastes tant pour les agents, que pour les usagers. N'en déplaise au Directeur Régional, cette structure est tout à fait viable et a une activité non négligeable.

Le transfert du Secteur Public Local de Raismes à Anzin est tellement flou que le comptable d'Anzin ne peut projeter la mise en place d'une nouvelle organisation. Au 1er janvier 2017, il sera "en roue libre" : l'organisation de la trésorerie fusionnée ne fera l'objet d'une analyse que courant 2017. Le DRFiP gouverne apparemment sans prévoir...

De plus, que penser des transferts du recouvrement de la Trésorerie de Raismes et Anzin vers les Service Impôt des Particuliers (SIP) de Valenciennes..? Aucune charge de travail n'est évoquée dans les documents...

A propos du démembrement des Services des Impôts des Particuliers et des Entreprises de Denain et Le Quesnoy, Solidaires Finances s'inquiète de l'importance du volume de charge transféré sur les Service Impôt des Entreprises (SIE) de Valenciennes au regard du nombre de postes transférés. Face à cette problématique, la DRFiP évoque la piste du travail à distance qui serait la nouvelle solution miracle à tous nos maux, avec son corrolaire Service d'Aide au Réseau en gestion publique. Ben voyons !

Concernant les fusions des SIE et SIP de Tourcoing, Solidaires Finances dénonce la nocivité de la concentration des agents en matière de conditions de travail, à l'instar des fusions analogues opérées sur Lomme au 1er janvier 2016.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Directeur Régional, qui considère les contraintes comme "une stimulation pour trouver une solution", a été stimulé. En effet, pour parvenir à ses fins, ce sont tous les services du bâtiment qui devront déménager, soit 104 agents. Et, signe de la grande considération envers les agents, aucun autre plan que celui des futurs SIP et SIE n'est dévoilé.

Enfin, les 2 projets consécutifs à des fusions de communes ne font aucunement partie de l'ASR, sauf à reconnaître que le DRFiP ou le DGFIP a exercé une influence sur les décisions de ces communes. Solidaires Finances s'étonne que cette présentation ne fasse pas l'objet d'un point distinct à l'ordre du jour.

Pour conclure, Solidaires Finances exprime son indignation face aux hold-up répétés du FIPHFP (Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique). Une fois de plus, le FIPHFP est contraint de financer des opérations qui n'ont rien à voir avec le handicap. Après le financement des emplois aidés de 2015 à 2017, s'ajoute maintenant le financement de la sécurisation des universités dans le cadre de l'état d'urgence.

En amputant le budget du FIPHFP, le gouvernement, décidément plus libéral que social, fait preuve de mépris envers les personnes qui en bénéficient et compromet gravement leur avenir.